

ACCUEIL / ACTUALITÉ / SOCIÉTÉ

AGRICULTURE

Au Pays basque, la chambre d'agriculture alternative fête ses 20 ans

En janvier se tiennent les élections des chambres d'agriculture. Depuis 2019, elles sont principalement dirigées par l'alliance FNSEA-JA. L'exemple de la chambre agricole alternative du Pays basque, qui défend depuis 20 ans une agriculture paysanne, montre que d'autres choix sont possibles.

Par Éric Tariant

Publié le 02/01/2025 à 15h14, mis à jour le 07/01/2025 à 10h11 • ⌚ Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

[Je fais un don](#)



Des exploitations agricoles au Pays basque. • PIERRE LARRIEUX POUR LA VIE

Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG) est installée dans une grande bâtisse blanche aux volets rouges, à Ainhice-Mongelos (Pyrénées-Atlantiques), un village de 170 habitants situé en Basse-Navarre, au Pays basque. Cette structure créée en 2005 sous un statut associatif est connue également sous le nom de « chambre agricole

alternative », tout simplement parce que ses orientations se démarquent nettement de celles défendues par l'alliance syndicale FNSEA-JA majoritaire dans la quasi-totalité des chambres consulaires françaises.

Sous son nom écrit en basque figure son logo, vert sur le mur blanchi à la chaux : une flèche pointe en direction d'une fleur blanche dotée de six pétales. Six pétales qui symbolisent les principes phares de l'agriculture paysanne, dont l'autonomie, la qualité des produits et le travail avec la nature. C'est le cap que s'est fixé cette structure implantée à 108 km de Pau, la préfecture, où siège la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques. « *La structure que je dirige est la seule chambre qui a un mandat et une mission publique* », martèle Bernard Layre, le président de la chambre consulaire.

Or, le département a la particularité d'être divisé en deux pays, qui ont développé deux modèles d'agriculture très différents. Au Pays basque, terre d'élevage (de brebis surtout), la surface moyenne des exploitations est de 30 ha et la densité des paysans, forte. Dans le Béarn, les grandes cultures céréalières (maïs essentiellement) et l'agriculture productiviste, intensive et exportatrice dominant. « *L'agro-industrie détruit la terre, les petites fermes et l'esprit de solidarité. Au Pays basque, nous défendons une agriculture paysanne pratiquée par 80 % des agriculteurs*, souligne Iker Elozegi, le coordinateur d'EHLG. *Ici, nous faisons de la résistance à cette logique du toujours plus et à la course au rendement.* »

Processus semé d'embûches

L'histoire de la chambre d'agriculture alternative prend sa source en 1983. Cette année-là, le syndicat paysan Euskal Herriko Laborarien Batasuna (ELB) est créé. Il rejoint la Confédération paysanne dès la création de cette dernière, en 1987. Depuis le début des années 1980, les résultats d'ELB n'ont cessé de progresser lors des élections de la

chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, passant de 29 % en 1983 à 47 % en 1995, puis 51,16 % en 2001.

A lire aussi : Quel avenir pour la paysannerie française ?

N'acceptant plus d'être écartés des décisions, alors qu'ils sont majoritaires, les paysans d'ELB décident, en 1995, de créer leur propre chambre. Le processus, semé d'embûches, dure 10 ans. Des groupes de travail associant paysans, consommateurs et élus sont mis en place. Ensemble, ils réfléchissent au projet, à l'organisation de la chambre, à sa composition et à son financement. En 2002, les paysans d'ELB, reçus à Matignon par les conseillers agricoles du Premier ministre, Lionel Jospin, se voient opposer une fin de non-recevoir à la création de cette institution. Même opposition, en 2005, de la part du gouvernement Villepin.

Exaspérés par ces rebuffades successives, les paysans d'ELB font le choix, cette même année, de passer outre et de créer leur propre chambre : EHLG est née.

A lire aussi : Le Pays basque, base arrière d'un radicalo-pragmatisme vert

Vent debout contre cette structure qu'il juge illégale, le préfet des Pyrénées-Atlantiques saisit aussitôt le tribunal de grande instance de Bayonne, avant d'engager un procès au pénal contre elle. « *Pendant trois ans, nous avons passé l'essentiel de notre temps dans les tribunaux* », se souvient Francis Poineau, ancien berger et fromager en ossau-iraty, coprésident du bureau d'EHLG.

Plus de 1000 élus locaux signent un texte de soutien. La population, étroitement associée à la campagne, se montre, elle aussi, favorable à la nouvelle institution. L'État perd finalement ses procès en première instance, puis en appel.

Économe en eau et en intrants

Vingt ans après sa naissance, EHLG est devenue une instance agricole incontournable au Pays basque. Elle dispose d'un budget de 1,5 million d'euros et emploie 23 personnes. Son assemblée plénière, reflet de la société civile, comprend, outre les exploitants agricoles, un collège composé d'associations de défense de l'environnement et un autre d'associations de défense des consommateurs.

« C'est une structure qui nous inspire tous, insiste Laurence Marandola, la porte-parole de la Confédération paysanne. Elle a le mérite de montrer qu'une chambre d'agriculture peut travailler autrement, en mettant l'accent sur la qualité du service rendu aux paysans et en nouant des liens avec les collectivités et les citoyens. Il faut que ces derniers aient un droit de regard sur l'alimentation et sur l'agriculture. »

Depuis 2005, EHLG promeut une agriculture paysanne plus économe en eau et en intrants. Elle recommande les rotations et les associations, plutôt que les monocultures qui épuisent les sols. Et s'oppose à la concentration des exploitations et prône, à l'opposé, un maillage des campagnes par un grand nombre de paysans.

Aujourd'hui, elle installe plus de la moitié des jeunes du territoire. *« Ici, 15 % des paysans sont sur des schémas ultra intensifs et industriels, 15 % dans des schémas d'excellence (produits bio et circuits courts). Et 70 % se situent entre les deux. Ce sont ces 70 % qui nous intéressent. C'est à eux que nous proposons des alternatives, des moyens d'évoluer vers une agriculture durable »*, poursuit Francis Poineau.

Le pouvoir de décider

La chambre alternative s'emploie à relocaliser les circuits de production, afin que les paysans se réapproprient le pouvoir de décider ce qu'ils produisent et à quel prix. C'est l'objectif de la filière blé, farine et pain Herriko Ogia (« Blé d'ici »), lancée en 2012, qui propose un pain de qualité vendu dans les boulangeries locales.

L'objectif aussi de la filière de viande locale de qualité (Herriko Haragia), créée en 2013, de façon à élever, engraisser – sans OGM –, et abattre des bovins au pays. Et à permettre une répartition équitable de la valeur ajoutée entre tous les acteurs.

A lire aussi : Produits bio, vente directe, circuit court : les femmes, pionnières de l'agriculture vertueuse

Éleveuse de chèvres et formatrice en bio, [Anita Duhau](#) loue le travail de EHLG, qui, dit-elle, « *renforce la motivation à exercer le métier de paysan* ». Elle regrette cependant que la chambre ne soutienne pas la bio de manière plus volontariste. Prférant miser sur la qualité des produits plutôt que sur la course aux volumes, la chambre alternative s'emploie à aider les paysans à créer de la valeur ajoutée pour qu'ils puissent vivre de leur métier.

Grâce notamment aux AOP des fromages de brebis ossau-iraty, du vin irouléguy, du piment d'Espelette et du porc kintoa. Un modèle inspirant alors que le secteur est en crise. Ce sont ces cochons rose et noir que Kaiet Barberarena, 27 ans, élève dans la ferme familiale Landaia de 33 ha, que lui a transmise son père. Il a introduit la vente directe et commercialise, sur des marchés, sa viande en colis de 5 kg, et des plats, qu'il transforme et prépare lui-même. « *Je veux faire des produits de qualité et les vendre au juste prix. Je n'ai aucune envie de m'agrandir* », glisse le jeune homme, qui nous explique qu'il a fait de la grande bâtisse blanche d'EHLG sa deuxième demeure.

Pays basque

Agriculture

Agriculture biologique

Par **Éric Tariant**
Actualités
